



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN

INITIATIVE DES POLITIQUES
DE SANTÉ

PLAN DE SUIVI DE LA PERFORMANCE

Préparé par Task Order I (TOI)

30 septembre 2006

Plan de Suivi de la Performance

(30-9-06)

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p><i>Objectif de l'Activité (AO) : Améliorer l'environnement pour les interventions sanitaires, en particulier pour les programmes de PF/SR/VIH/SIDA et la santé maternelle*</i></p> <p>L'AO est le résultat du plus haut niveau. Les indicateurs au niveau de l'AO devraient indiquer les résultats atteints au point culminant du travail pour tous les résultats intermédiaires (IRs).</p> <p>*Dans tout le PSP, les termes utilisés pour décrire les indicateurs mentionnent spécifiquement les programmes de PF/SR/VIH/SIDA et la santé maternelle (SM). Toutefois, le travail de l'HPI a aussi trait à d'autres maladies infectieuses, telles que la tuberculose, la grippe aviaire et le paludisme et il est stipulé que ceci est sous-entendu pour chacune des activités.</p>		
<p>A0.1 # de pays qui montrent une amélioration dans l'environnement politique utilisant un instrument attesté</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Score d'Environnement Politique, Index d'Effort du Programme SIDA, Index d'Effort du Programme Maternel et Néonatal, Index National Composé de Politique de l'ONUSIDA, évalués comme ligne de base et au moins deux ans plus tard • Indicateurs Nationaux UNGASS • Copies d'autres instruments et avant et après les tests 	<p>Le but de cet indicateur est de décrire l'environnement politique actuel, y compris les éléments les plus forts et les plus faibles, et d'évaluer l'effet des activités de politiques avec le temps. Cet indicateur serait uniquement utilisé par les programmes des pays qui durent plus de deux ans et ont un budget d'opération d'\$1 million de dollars américains ou plus par an.</p> <p>Puisque l'indicateur reflète une amélioration, il est nécessaire que les programmes appliquent l'instrument choisi au moins deux fois durant la durée du programme. Un instrument est tout outil qui peut évaluer l'environnement politique tel que le Score d'Environnement Politique, l'Index de l'Effort du Programme SIDA, l'Index d'Effort du Programme Maternel et Néonatal National (MNPI) ou l'Index National Composé de Politique. L'instrument utilisé doit inclure des discussions de la fiabilité et de la validité et inclure une documentation de façon à ce qu'il puisse être évalué de manière indépendante et utilisé par d'autres. Les instruments existants peuvent être modifiés ou adaptés pour évaluer les résultats-produits particuliers de l'environnement politique au niveau national ou sous-national. Les instruments et la documentation devraient être revus par l'équipe S&E avant leur application sur le site pour s'assurer que l'instrument est adapté à cet indicateur.</p> <p>En général, cet indicateur ne sera rapporté qu'une ou deux fois durant le projet; toutefois, pour les programmes durant plus de 5 ans, il peut être désirable de rapporter un rapport de progrès 2 fois ou plus. Les preuves des réalisations devraient inclure une brève analyse de la ligne de base et du suivi, une comparaison de deux points de données et une copie de l'instrument</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>utilisé. La documentation devrait aussi inclure un rapport qualitatif décrivant comment les résultats-produits du projet ont contribué à l'amélioration ou accru le score. La plupart des instruments de ce type impliquent l'utilisation d'informateurs experts qui répondent à des questions spécifiques portant sur divers aspects de l'environnement politique. Environ 10 à 15 experts qui représentent une large gamme d'acteurs et de responsables de programmes au sein du secteur, y compris des acteurs du secteur public et privé fournissent des réponses.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration¹ :</i></p> <p>Une application MNPI au Sénégal a montré un accroissement d'un score de 3 points – de 59 en 1999 à 62 en 2002. Le Sénégal a montré la plus forte amélioration dans les programmes de promotion de la santé (le score est passé de 37 à 57) suivi par une augmentation de 16 points dans la composante recherche et le suivi de l'MNPI. (l'évaluation de ce résultat devrait aussi inclure une discussion du rôle du projet dans l'amélioration de l'environnement politique en particulier en ce qui concerne les domaines identifiés comme ayant besoin d'être renforcés ou les domaines avec les plus fortes augmentations de scores.)</p>
<p>A0.2 # de cas de politiques appliquées, de ressources allouées <i>et</i> de preuves des ressources utilisées en relation avec les mêmes politiques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Peuvent référer aux sources des données utilisées pour documenter les résultats IR1 et IR3. • % du budget alloué dépensé • Budgets, dépenses spécifiques, autres preuves d'allocation et de dépenses 	<p>Cet indicateur fournit une preuve de l'application de politiques et illustre aussi les synergies des IR. Les résultats au niveau AO, utilisant cet indicateur, sont le point culminant de plusieurs résultats accomplis durant la réalisation d'une activité (ou de multiples activités). En général, cet indicateur se base sur la réalisation d'un résultat de IR1 <u>plus</u> un résultat de IR3 pour les ressources et la preuve des dépenses des ressources. Ainsi, un résultat montrera la continuation du travail sur les politiques. Pour une politique ou un concept unique tel que la sécurité contraceptive, l'adoption d'une politique et la mobilisation et les dépenses des ressources représentent une amélioration dans l'environnement qui aide au renforcement de ce sujet ou domaine.</p> <p>La présentation narrative de ce résultat doit faire référence à la documentation antérieure concernant l'approbation de la politique et/ou son application,</p>

¹ Les exemples inclus dans ce PSP ne constituent pas les résultats complets rapportés. Ils sont présentés seulement à titre d'illustration.

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>l'allocation de ses ressources, mais elles doivent inclure une discussion des dépenses à jour comme preuve supplémentaire de l'application. Cet indicateur peut être utilisé dans de plus petits programmes travaillant sur un seul sujet, qui peuvent néanmoins montrer une amélioration d'une composante particulière de l'environnement politique. Il peut aussi être utilisé dans des programmes plus grands, abordant une gamme de questions afin de refléter un composant particulier d'environnement politique.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>A la suite de l'adoption du <i>Cadre Stratégique pour le VIH SIDA par l'Eglise Communion Anglicane</i>, l'ONG AIDE Chrétienne a accordé à l'Eglise de la Province d'Afrique Australe 45 millions de rands (6 millions de dollars américains) pour l'application du <i>Plan Stratégique</i>. L'année suivante, pour appliquer le <i>Plan Stratégique</i> et fournir les soins et le soutien aux communautés locales, un Curriculum sur la Gestion du Bien-être a été créé et 37 maître-formateurs des 21 diocèses ont suivi un stage de formation des formateurs de 4 jours sur la gestion du bien-être.</p>
<p>A0.3 # de pays où les résultats sont atteints dans au moins 4[3]des 5 IR dans le même domaine substantif</p> <p>Note : les # sont différents pour les « Task Orders » (TO) : TO1= 4 des 5 IR Autres TOs = 3 des 5 IR</p> <p>Certaines instructions peuvent être d'une ampleur limitée et se focaliser seulement sur un ou deux IR. Dans ces cas, l'instruction pour une tâche définie ne choisirait probablement pas cet indicateur pour faire un rapport.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Produire un décompte et un rapport qualitatif de la manière dont les indicateurs de IR contribuent à la réalisation de l'AO et comment l'environnement politique est renforcé • Rapport de synthèse/description (nous fournirons des lignes directrices séparées sur la manière de réaliser ceci) <p>N.B. Un résultat de cet indicateur pourrait servir de base pour une étude de cas à succès et peut-être un exemple de meilleure pratique.</p>	<p>L'objectif de cet indicateur est d'illustrer l'effet cumulatif du travail sur les politiques. Les résultats atteints dans les IR et rapportés ici doivent tous être liés à un domaine substantif donné (par exemple, la PF, le VIH, la SM ou la grippe aviaire.) Cette différence entre le résultat et AO.2 est que ce résultat n'est pas forcément lié directement à l'application de la politique mais peut aborder d'autres aspects de l'amélioration de l'environnement politique. Par exemple, une politique est adoptée, des groupes ou personnes plaident sur ces questions, des ressources sont identifiées, un groupe multisectoriel est créé et des données utilisées pour la prise de décision mais l'application n'a pas encore eu lieu de façon formelle. Néanmoins, les autres réalisations aidant, l'environnement politique a été renforcé.</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient synthétiser les résultats liés et démontrer comment ils ont contribué à un meilleur environnement politique. Les présentations peuvent être utilisées comme base d'anecdotes relatant la réussite du projet. Ces anecdotes peuvent être de meilleures pratiques ; donc elles devraient être des résumés indépendants complets et succincts.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>Le Groupe Multisectoriel de Développement de Politiques assisté par le projet POLICY (IR4) en Ukraine a préparé un décret sur comment améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources publiques dans le système de santé, qui a été soumis au Cabinet des Ministres. Par la suite, le Conseil de la Ville a adopté une résolution pour réorganiser la fourniture de soins locale (IR1). Agissant sur les recommandations d'études et d'audits d'efficacité soutenus par le projet, (IR5), la ville a réduit le nombre de lits et la superficie des centres de santé, ce qui a permis d'économiser l'équivalent d'un huitième du budget global de la ville (IR3).</p>
<p>IR1 : Politique qui améliorent l'accès équitable et abordable à des services de haute qualité et des informations adoptées et mises en pratique</p> <p>L'adoption et l'application de politiques peuvent se faire à différents moments. Dans certains contextes, une politique sera tout d'abord adoptée, ce qui serait rapporté en utilisant un indicateur 1.1. Si une politique est déjà en place et que le projet facilite son application, un résultat correspondant à l'indicateur 1.2 sera indiqué. Mise en pratique réfère aux mécanismes divers d'application tels que l'adoption de politiques opérationnelles, l'établissement de groupes de suivi, la formation sur la façon d'utiliser/appliquer les politiques ou les lignes directrices, l'élimination des obstacles. Il peut aussi référer aux ressources mobilisées et/ou allouées mais cet aspect de l'application est reflété sous IR3.</p> <p>Des exemples de mécanismes d'application incluent (mais ne se limitent pas à) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'adoption de politiques opérationnelles (e.g., approuver des lignes directrices pour un système de gestion logistique des contraceptifs) • L'élimination d'obstacles qui empêchent l'accès et la fourniture de services (e.g., permettre aux sages-femmes d'insérer des DIU alors qu'avant seuls les docteurs pouvaient le faire une fois que les règlements ont été clarifiés) • Groupes de suivi (e.g., s'assurer que le GIPA est mise en pratique dans les Mécanismes de Coordination du Pays) <p>Equitable se réfère au fait de s'assurer que tous les segments de la population d'un pays –surtout les pauvres, les adolescents, les femmes ou les habitants des zones rurales- ont accès aux services. Les personnes de faible revenu ou de groupes marginalisés ou de zones rurales ont souvent moins accès aux soins à cause de contraintes financières et/ou de manque de proximité des centres de santé. En tant que tel, le secteur public a un rôle important à jouer dans le financement et la fourniture de services accessibles à ces groupes.</p> <p>Abordable réfère à la capacité de fournir des services à un prix correspondant à la capacité de paiement de l'individu. Dans certains cas, les services seront gratuits.</p>		
1.1 # de politiques organisationnelles ou	• Copie des politiques, plan	Politiques organisationnelles se réfèrent à celles qui sont adoptées par, y

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>de plans stratégiques adoptés au niveau national ou sous-national qui promeuvent un accès équitable et/ou abordable à des services et informations de haute qualité en PF/SR, SM ou VIH/SIDA</p>	<p>stratégique ou lignes directrices signés avec preuve d'approbation (signature)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Analyse du contenu pour fournir des preuves que la politique promeut un accès équitable et/ou abordable aux services de haute qualité • Gazette officielle, lois, décrets 	<p>compris mais pas seulement, les groupes gouvernementaux et non-gouvernementaux, les industries et autres lieux de travail et les organisations à base religieuse, etc.</p> <p>Les politiques et plans stratégiques incluent les lois, politiques et plans qui fournissent une vision globale et un cadre d'action</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient s'adresser explicitement au type d'organisation qui a adopté la politique et décrire comment les politiques promeuvent un accès équitable et abordable. Par exemple, comment les questions de pauvreté, genre, stigma, et discrimination ont été gérées dans la politique/ le plan ou ont informé le processus de mise au point d'une politique. De plus, les résultats devraient dresser une liste incluant le nom du pays, le nom de la politique/du plan, la date, la personne ou l'institution qui l'a approuvée, la signification et le rôle du projet dans l'adoption.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>En août 2004, le Cabinet du Ghana a approuvé la <i>Politique Nationale de Gestion du VIH-SIDA et des MST</i>, ce qui permet aux femmes d'améliorer leur estime personnelle et de promouvoir l'équité entre les sexes dans l'accès aux services. La politique demande l'allocation de ressources pour l'application, la recherche et le suivi et l'évaluation (S&E) des programmes d'intervention.</p>
<p>1.2 # de cas où une directive d'application formelle ou opérationnelle ou un plan est issu pour accompagner une politique organisationnelle au niveau national/sous-national</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Copie du plan, document • Mémos, lignes directrices, normes, instructions, listes de distribution, memorandum de compréhension 	<p>Cet indicateur documente les preuves des progrès vers l'application de politique et se présente comme une étape suivante logique après l'atteinte d'un résultat correspondant à l'indicateur 1.1. Une fois la politique approuvée, un plan peut être mis en place pour rendre la politique opérationnelle.</p> <p>Les indicateurs 1.2, 1.3 et 1.4 sont des variations sur le thème de l'application pour refléter la progression de l'application de politique comme suit :</p> <p>IR1.2 : Accent sur l'<u>adoption/la livraison</u> d'une politique d'application ou d'opération</p> <p>1.3 : Accent sur d'autres <u>preuves</u> de l'application, hors finances</p> <p>1.4 : Accent sur le <u>suivi</u> de l'application</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>Exemples réfèrent au nombre d'exemples de gouvernements, d'ONGs ou d'organisations du secteur privé qui produisent un plan ou une directive opérationnelle ou d'application.</p> <p>Les plans d'application ou plans opérationnels sont des règles, règlements,, codes, lignes directrices, plans, budgets, procédures et normes administratives que les organisations utilisent pour traduire les lois et politiques en programmes et services. Ceci inclut des documents programmatiques et opérationnels qui réglementent quels types de services peuvent être fournis, à qui et dans quelles conditions. Typiquement, le plan ne spécifie pas seulement comment le travail devrait être réalisé, mais aussi qui est l'agence chargée de l'application.</p> <p>Les présentations narratives de ce résultat devraient inclure un titre, une date et qui a approuvé la directive ou le plan avec une brève description de la politique qu'il/elle accompagne. Décrivez brièvement les objectifs généraux du plan et ses composantes clés, la justification de la nécessité de la politique et le rôle du projet dans la réalisation du résultat.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>Le Gouvernement du Kenya a adopté des <i>Lignes Directrices Nationales pour les Services et le Programme de Soins à Domicile</i> (plan d'application) suite à l'approbation des <i>Lignes Directrices Nationales pour les Politiques de Soins à Domicile</i> (politique nationale) en mai 2002.</p>
<p>1.3 # de cas où des preuves concrètes de l'application d'un plan stratégique ou des politiques nouvelles ou existantes au niveau national/sous-national qui promeuvent l'accès équitable et abordable aux services et informations de haute qualité en PF/SR, SM ou VIH/SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Directives, résolutions • Outil pour mesurer l'application d'une politique • Notes d'une réunion fournissant des preuves du dialogue entre les gouvernements nationaux et sous-nationaux sur les nouvelles lignes directrices • Preuves des plans d'activités ou rapports qui montrent que la 	<p>Cet indicateur quantifie comment le projet influence l'application du projet. Un résultat atteint pour l'indicateur 1.2 est la preuve de progrès vers l'application mais l'adoption d'un plan d'application n'est pas la seule source de preuve d'application. Cet indicateur vise à capter toute preuve supplémentaire concrète de l'application. Des preuves concrètes de l'application peuvent être un dialogue attesté parmi les gouvernements nationaux et sous-nationaux portant sur les plans d'application ou l'organisation de formations de prestataires de soins de santé en tant qu'étape vers l'application (e.g., s'assurer que les prestataires de soins de santé ont des informations exactes sur les limites d'âge pour les méthodes contraceptives</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
	politique est utilisée	<p>afin que les jeunes ne se voient pas refuser indûment l'accès). Les preuves peuvent inclure l'utilisation d'un index, d'un outil ou d'une liste de vérification qui présente les étapes ou types d'activités d'application. Un autre exemple de preuve est l'allocation de ressources; toutefois, cette information sera captée sous IR3.</p> <p>La présentation narrative du résultat devrait inclure une description d'une politique appliquée, des preuves vérifiant que l'application a bien eu lieu, et l'impact que les changements ont sur le programme ou la livraison de services, si ces informations sont disponibles.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>En 2001, le Congrès du Guatemala a passé la « Loi de Développement de la Société », qui fixe des objectifs clairs pour le Programme National de Santé de la Reproduction (PNSR). Un obstacle majeur à l'application du PNSR était l'insuffisance de la base politique et organisationnelle pour garantir sa continuité. Après un plaidoyer extensif des ONGs soutenues par le projet, en janvier 2004, le PNSR est devenu un programme officiel du Ministère de la Santé qui peut négocier des allocations budgétaires, renforcer ainsi le cadre légal pour la santé de la reproduction et assurer une plate-forme durable de fourniture de services.</p>
1.4 # d'exemples dans lesquels un gouvernement ou une organisation a établi ou renforcé un mécanisme qui est responsable du suivi de l'application d'une politique	<ul style="list-style-type: none"> • Index d'application, systèmes de suivi, mémos, membres d'une réunion, ordre de l'exécutif • Structure de commission • Situation de base requise pour clamer « un renforcement » ou mécanismes de renforcement rapportés par avance 	<p>Cet indicateur suit les mécanismes de suivi de politiques pour évaluer si et comment les politiques sont appliquées. Un système ou mécanisme peut être un comité qui fait un passage en revue détaillé de la performance ou un système de suivi pour l'application.</p> <p>Le suivi peut mesurer diverses choses, par exemple, on pourrait mesurer le degré d'implication de la société civile ou parlementaire dans la gestion des politiques. Le suivi pourrait inclure aussi la tenue de réunions à intervalles réguliers pour discuter des statistiques de services ou la mise en place d'un système de gestion des informations pour suivre les progrès. Cet indicateur diffère de 4.2 dans la mesure où le système ou mécanisme n'a pas à être multisectoriel.</p> <p>Pour mesurer le renforcement d'un système ou mécanisme, il sera nécessaire</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>de fixer des critères ou de collecter des informations de ligne de base sur le système ou les mécanismes avant ou au début de l'application du projet. Ces informations seront alors comparées aux données provenant d'évaluations successives afin de mesurer les progrès faits dans le renforcement de ces structures.</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient inclure des détails sur le système ou les mécanismes mis en place pour suivre la politique, la date et le rôle du projet dans la mise en place du système, et la fréquence d'évaluation par le système ou le comité pour assurer un suivi adéquat.</p> <p><i>Exemples à titre d'illustration :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer un comité de S&E pour une politique ou un programme de santé ou donner à un groupe la responsabilité de suivre l'application • Exiger des services pour les jeunes puis établir une entité pour vérifier que les services sont offerts • Mesurer les progrès selon des normes de performance dans un domaine spécifique, tels que les conseils et le dépistage volontaires. • Assurer la création de services pour les jeunes puis établir une entité pour vérifier que les services sont offerts. • Mesurer les progrès par rapport aux normes de performance dans un domaine spécifique, tel que les conseils et le dépistage volontaires. • Travailler avec une unité de suivi défunte afin qu'elle fonctionne comme entité de suivi efficace.
<p>1.5 # d'exemples dans lesquels des étapes sont prises pour faire face ou éliminer des obstacles identifiés aux services et informations équitables et abordables de PF/SR, SM, VIH-SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports, analyse des textes légaux et réglementaires, décrets, commandes • Lignes directrices, édits religieux, réglementations • Spécifications et résultats de tests-pilotes • Preuves qu'un obstacle a été identifié par le projet ou 	<p>Cet indicateur capte les informations sur la manière dont le projet fait face aux obstacles à l'application des politiques. Il y a plusieurs étapes dans le processus, y compris (1) identifier les obstacles, (2) créer une politique/un plan, des lignes directrices ou règlements pour faire face aux obstacles ou (3) lancer des tests pilotes ou appliquer des interventions pour surmonter l'obstacle ou la barrière à la fourniture de services. Cet indicateur inclut l'élimination d'obstacles liés à la fourniture de services des secteurs public et privé.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
	d'autres sources avant de faire face à l'obstacle	<p>Les obstacles devraient faire l'objet d'une documentation dans le plan de travail du pays si possible. S'ils sont identifiés une fois le plan de travail achevé, les obstacles devraient être notés dans le rapport tous les 4 mois comme moyen de documentation.</p> <p>La présentation devrait inclure une brève description de l'identification de l'obstacle, le processus ou plan pour y faire face, et quand et comment un plan ou une intervention était ou sera mis en place. Si elles sont disponibles, les informations peuvent aussi débattre de la fourniture améliorée de services une fois l'obstacle éliminé et devraient alors inclure la date et le rôle du projet dans le processus d'élimination de l'obstacle.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>La Roumanie avait un règlement pour la fourniture de services aux pauvres. Les recherches ont souligné la difficulté de prouver l'éligibilité pour recevoir des contraceptifs gratuits. Donc, le projet a aidé des groupes de plaidoyer locaux pour mener un plaidoyer qui a résulté en l'approbation du gouvernement de l'auto-certification du statut de pauvreté comme condition requise pour avoir accès aux contraceptifs gratuits.</p>
1.5.1 # d'obstacles identifiés	<ul style="list-style-type: none"> • Etude des obstacles opérationnels, liste des obstacles • Liste des obstacles prioritaires doit être incluse dans les rapports trimestriels et forme la base d'un résultat correspondant à l'indicateur 1.5. 	Cet indicateur correspond au résultat de plus bas niveau de IR1.5. Les résultats de plus bas niveau ne figureront pas dans le rapport pour USAID/W. Toutefois, pour les programmes de pays dans ce domaine, une brève description des obstacles identifiés servira de ligne de base pour les types d'obstacles identifiés qui seront abordés ou éliminés.
IR2 : Renforcement et soutien des champions du secteur public et de la société civile pour qu'ils assument une plus grande direction dans le processus de formulation des politiques		
2.1 # de cas dans lesquels les champions de politiques qui étaient aidés par le projet sont activement engagés dans	<ul style="list-style-type: none"> • Archives des projets, rapports trimestriels, informateurs clés, copie du plan d'action, 	Les champions de politiques sont des individus ou des organisations qui sont des partisans influentiels ou des défenseurs d'initiatives de changement de politiques liées à la PF/SR, SM et le VIH/SIDA. Cet indicateur peut référer au

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>le dialogue, la planification et/ou le plaidoyer pour des politiques</p>	<p>campagnes</p> <ul style="list-style-type: none"> • Articles de journaux, déclarations publiées, discours • Outils de suivi (en développement) <p>Note : Les champions de politiques ont besoin d'être identifiés par avance</p>	<p>niveau national ou sous-national, et aux secteurs public et privé, y compris la société civile. Cet indicateur capte les informations sur les activités ou les groupes qui sont les champions d'un sujet particulier. Pour atteindre ce résultat, les champions doivent être identifiés par avance et l'action prise pour renforcer leurs capacités doit être documentée.</p> <p>La présentation devrait inclure des informations sur la manière dont le champion a été identifié—spécifiquement comment le projet a aidé le groupe ou l'individu—et décrire explicitement comment ils sont activement engagés dans le dialogue, la planification ou le plaidoyer de politique qu'ils ont ensuite menés par eux-mêmes. Aidés signifie que le projet a fourni une aide technique, une formation et l'accès aux informations etc. Activement engagés signifie une participation au dialogue, planification ou conduite de plaidoyer de politique autonomes pour atteindre un but spécifique. Ceci ne réfère pas à une activité unique mais à une activité qui se poursuit.</p> <p>Si un champion continue à travailler, des résultats additionnels peuvent être soumis comme mises à jour pour et s'ajouter au résultat initial : Si de multiples personnes d'un comité servent de champions de politiques, ceci ne devrait être indiqué qu'une seule fois.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>En Russie, un membre du réseau de plaidoyer régional formé par le projet en SR a lancé une campagne de plaidoyer à Krasnodar Kray avec l'objectif de rétablir des fournitures de contraceptifs à la population en ayant le plus besoin. Suivant le plaidoyer actif, Dr. Valentina Zabalotnyaya a été à même de confirmer que les contraceptifs avaient été achetés et fournis à la population. Elle a indiqué que la formation en plaidoyer, les mini bourses et l'aide fournis par le projet à la campagne de plaidoyer du Réseau ont joué un rôle critique dans le succès du plaidoyer.</p>
<p>2.1.1 # de champions de politiques identifiés et formés par le projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Documents du projet • Archives de formation 	<p>Cet indicateur correspond au résultat de plus bas niveau de IR2 et ne sera pas fourni à USAID/W. Toutefois, pour les programmes de pays travaillant dans ce domaine, suivre le nombre de champions /d'organisations identifiés et formes oeuvrant dans ce le domaine de politiques sera utile pour évaluer les</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>progrès concernant le nombre de ceux engagés dans le dialogue, la planification et le plaidoyer de politiques.</p>
<p>2.2 # de cas où les secteurs public et privé ciblés, organisations religieuses, ou les dirigeants communautaires ont démontré publiquement un nouvel ou un engagement accru envers la PF/SR, SM ou le VIH/SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Plans de travail projetés, liste des responsables ciblés • Journaux, agenda d'atelier, déclarations publiées, discours, programmes de parti politique, rapports dans les médias, service de clips de presse • Engagement accru requiert une évaluation de base; un nouvel engagement doit être documenté 	<p>Cet indicateur suit les dirigeants ciblés. Les dirigeants ne sont pas les mêmes personnes que les champions. Les dirigeants contrôlent les ressources ou l'opinion publique. Pour atteindre ce résultat, le projet doit établir par avance quels responsables il tente d'atteindre par ses activités. L'engagement est plus qu'un discours; il reflète le soutien d'un certain type d'action. Un nouvel engagement peut être un exemple unique mais devrait refléter un soutien continu ou un changement notable de point de vue ou de position. L'engagement accru est un changement observable de fréquence, consistance et profondeur de l'attention portée à une question. Par exemple, la fourniture de soutien financier ou matériel pour une activité pour la première fois, la délégation de personnel pour travailler sur une question ou la prise d'actions concrètes. Une évaluation de base est nécessaire pour connaître le niveau d'engagement initial ou le soutien des dirigeants ciblés. Une évaluation de suivi fournira les preuves du soutien accru. En plus du suivi des discours et d'autres signes d'engagement accru, il peut s'avérer nécessaire d'administrer un bref questionnaire aux dirigeants ciblés et aux informateurs clefs afin de documenter cet indicateur.</p> <p>Les présentations narratives de résultats devraient inclure des informations sur les responsables ciblés, les activités menées pour obtenir leur faveur ou changer leurs points de vue et comment ils ont montré leur engagement après avoir été exposés aux activités du projet. Un article de journal ou un discours ne suffit pas pour démontrer l'engagement. Une série de discours sur une question serait adéquate. Les discours ne peuvent pas être écrits par le projet ou avec l'AT du projet.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>Avant le soutien et la collaboration du projet, les dirigeants islamiques au Mali ont rarement parlé en public des questions de PF/SR ou de VIH/SIDA. A la suite des activités de formation menées par le projet pour les dirigeants religieux de Sikasso, les dirigeants influents dans la région ont discuté publiquement pour la première fois de l'importance de combattre le stigma et</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>2.3 # de cas où les réseaux ou coalitions sont formés, élargis (pour inclure de nouveaux types de groupes), ou renforcés pour engager un dialogue, un plaidoyer ou une planification de politiques</p> <p>PEPFAR 12.1 : # d'organisations locales qui ont reçu une formation technique pour des politiques liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.2 : # des organisations qui ont reçu une formation technique pour le renforcement de capacités institutionnelles liées au VIH</p> <p>*Voir le guide pour PEPFAR pour obtenir une définition des indicateurs. Les sources sont indiquées en fin de document.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Listes de vérification du réseau, archives du projet, Questionnaires du Réseau de Plaidoyer • Index de capacité (ligne de base, suivi et évaluations de fin de projet) • Archives d'inscription pour le réseau d'ONGs/coalition ou entité • Déclaration de vision, charte officielle • Fiches indiquant un nombre accru de membres au fil du temps • Evaluation de base requise pour clamer un « renforcement » ou des mécanismes de renforcement doit être rapportée à l'avance 	<p>la discrimination liés au VIH/SIDA dans cinq mosquées et atteint un total de 570 membres de la mosquée. Ces dirigeants ont aussi par la suite rejoint le Réseau Régional de Dirigeants Religieux Luttant contre le SIDA.</p> <p>Cet indicateur capte les données sur les groupes de plaidoyer avec lesquels le projet travaille. Les réseaux et coalitions réfèrent aux groupes d'organisations et/ou groupes d'individus travaillant ensemble pour obtenir des changements dans les politiques, les lois ou programmes concernant un sujet en particulier. La formation d'un réseau ou d'une coalition peut inclure une inscription officielle auprès du gouvernement, l'établissement d'une déclaration de mission, une structure organisationnelle et un agenda de réunions à intervalles réguliers. La formation d'un nouveau réseau ou coalition peut être documentée en utilisant le Questionnaire de Réseau de Plaidoyer ou un outil similaire.</p> <p>L'expansion d'un réseau ou d'une association sera représentée par un nombre de membres accru. L'élargissement sera seulement mesuré une fois durant le projet, afin qu'il soit géré au fil du temps. L'élargissement inclut une expansion géographique en plus d'une expansion numérique.</p> <p>Pour évaluer si le renforcement a eu lieu, une évaluation de base en plus d'une série de critères devrait être établie à l'avance pour identifier ce que signifie le terme de renforcement. Ceci réfère à un renforcement de capacités ou une durabilité institutionnelle, programmatique ou financière. Par exemple, le renforcement pourrait être mesuré par « le pourcentage accru de financement venant de sources non liées au projet » ou « un plan stratégique en place et appliqué par le réseau sans aide du projet ».</p> <p>Cet indicateur peut aussi être un précurseur au IR2.1. Si un membre de réseau ou d'une association que le projet aide à former, devient activement impliqué dans une question de politique, alors cette personne devient un champion de politique.</p> <p>Cet indicateur est similaire à l'indicateur 4.1 « Des structures multisectorielles qui conseillent ou établissent des politiques sont créées ou renforcées ». Toutefois, un résultat sous l'indicateur 4.1 doit impliquer une entité multisectorielle, alors qu'un résultat n'a pas cette obligation.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>Les présentations pour cet indicateur devraient inclure le nom du réseau ou de la coalition, la date ou le cadre temporel de sa formation ou de son renforcement, comment le groupe a engagé le dialogue, le plaidoyer ou la planification de politiques et le rôle du projet dans son renforcement.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i> Le « Trust » du Réseau pour les Soins aux Enfants de Marang, un réseau dédié à assurer le bien-être, la protection et les soins aux orphelins et aux enfants vulnérables, a été officiellement enregistré au Botswana, ce qui a permis au réseau de demander une aide des donateurs et d'avoir un plus grand potentiel de croissance et durabilité.</p>
<p>2.4 # d'organisations et d'individus dans le pays que le projet a aidés et qui mènent des formations en plaidoyer formelles de leur propre chef ou fournissent une assistance technique aux autres pour entreprendre un plaidoyer</p> <p>PEPFAR 12.1 : # d'organisations locales qui ont reçu une aide technique pour le développement de politiques liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.3 : # d'individus formés en développement de politiques liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.5 : # d'individus formés dans la réduction du stigma et la discrimination liés au VIH</p> <p>PEPFAR 12.6 : # d'individus formés en</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Rapports de projets, agendas d'ateliers, listes de participants • Cet indicateur requiert un suivi périodique des individus ou groupes formés pour documenter leurs activités de suivi 	<p>L'objectif de cet indicateur est de montrer des preuves de la durabilité des efforts de plaidoyer du projet. La formation en plaidoyer réfère à l'octroi de compétences pour devenir des plaideurs ou des champions. Une personne ayant suivi l'atelier de formation soutenu par le projet qui offre une formation aux autres ou mène des formations sans financement ou aide technique du projet serait un résultat de cet indicateur. Certains participants à la formation peuvent devenir des champions de politiques, ce qui serait plutôt un résultat pour l'indicateur 2.1.</p> <p>Cette présentation devrait inclure des informations sur la nature de l'aide initiale du projet, y compris la date et le titre de la formation initiale ou de l'effort d'aide; les buts et contenu de la formation et le nombre et profil des participants. Les mêmes informations devraient être incluses dans la présentation ou toute formation suivante ou AT que les participants mènent par eux-mêmes (date, titre, buts, contenu du cours, et profil des participants) et les débouchés liés, le cas échéant.</p> <p>Si la formation en plaidoyer est menée dans un pays PEPFAR, les données devraient être collectées sur le nombre et le profil des personnes ciblées. Ces informations sont requises pour le système de rapport du Plan Opérationnel du Pays (COP)</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i> <i>A la suite d'une formation de formateurs sponsorisée par le projet sur le</i></p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>mobilisation de communauté pour la prévention, les soins et /ou le traitement des questions liées au VIH</p>		<p>repositionnement de la PF et de la sécurité contraceptive, les participants a la formation des formateurs sont retournés dans leur pays et ont utilisé les compétences acquises pour mener eux-mêmes des formations en plaidoyer. Par exemple, le représentant du Cambodge a formé un groupe de travail pour mettre au point une politique nationale pour le VIH-SIDA sur les lieux de travail et un révérend en Ouganda a organisé plusieurs ateliers sur la santé de la reproduction des adolescents.</p>
<p>2.4.1 # de personnes formées pour entreprendre un plaidoyer</p> <p>PEPFAR 12.3 : # de personnes formées en développement de politiques liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.5 : # d'individus formés en réduction du stigma et la discrimination liés au VIH</p> <p>PEPFAR 12.6 : # d'individus formés en mobilisation des communautés pour la prévention, les soins et /ou le traitement des questions liées au VIH</p>	<ul style="list-style-type: none"> Rapports de projet, agenda des ateliers, listes de participants 	<p>Cet indicateur correspond au résultat de niveau inférieur de IR 2.4. Les résultats de niveau inférieur ne seront pas rapportés à USAID/W. Toutefois, pour les programmes de pays qui travaillent dans ce domaine, il sera utile de suivre le nombre de personnes formées pour voir qui va ensuite en former d'autres (IR2.4).</p>
<p><i>IR3 : Ressources du secteur de la santé (publiques, privées, ONGs, et organisations communautaires) accrues et allouées plus efficacement et équitablement</i></p> <p>Les ressources ne sont pas seulement financières mais peuvent aussi être matérielles telles que des médecins supplémentaires, de nouveaux centres, des meubles et des véhicules. Les ressources peuvent provenir de diverses sources y compris les gouvernement nationaux/sous-nationaux, les ONGs, les bailleurs, des fondations. il y a de nombreux mécanismes possibles pour augmenter les fonds disponibles pour les activités liées à la santé : allocations budgétaires, fonds des budgets du gouvernement, fonds des bailleurs, impôts, droits d'usage, privatisation, financement à base communautaire, assurance santé.</p> <p>L'efficacité est le degré ou la mesure selon laquelle une activité atteint ses objectifs. Par exemple, l'application d'un mécanisme de financement en faveur des pauvres a aidé à améliorer l'accès aux services de SR parmi les pauvres. Ou les fonds accrues alloués aux services de SM a accru le nombre d'accouchements en institution.</p>		

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>L'efficacité est une sous-catégorie de l'efficacité et réfère au concept d'avoir le meilleur retour sur investissement ou de tirer le meilleur parti des investissements et ressources disponibles, qu'ils soient financiers, humains ou matériels (�quipement ou fournitures). Des plaintes fréquentes concernant l'inefficacité dans l'allocation et l'utilisation des ressources et des utilisations concernent trop d'argent dépensé pour les hôpitaux, plutôt que sur les soins primaires, des fonds publics dépensés pour des services coûteux de faible impact (services d'un coût non rentable), trop d'argent du budget dépensé pour les salaires par rapport aux opérations et à l'entretien, du personnel de santé qui passe beaucoup de temps aux activités administratives.</p> <p>L'équité réfère au fait de s'assurer que tous les segments de la population surtout les pauvres, les adolescents, les femmes ou les habitants des zones rurales – ont accès aux services. Les individus à faible revenu ou venant de groupes marginalisés ou de zones rurales ont souvent moins accès aux soins à cause de contraintes financières et /ou de manque de proximité des centres de soins. En tant que tel, le secteur public a un rôle important à jouer dans le financement et la fourniture de services accessibles à ces groupes.</p>		
<p>3.1 # de cas où des ressources accrues ou nouvelles ont été engagées ou allouées à la PF/SR, SM ou au VIH/SIDA en tant que résultat de l'activité d'un projet</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Budgets, allocations budgétaires, factures, archives des bailleurs, factures de dépenses, commandes, autres preuves de l'engagement ou de nouvelles ressources • Dons, lettres, archives ou autres sources de données pour capter les dons non monétaires 	<p>Cet indicateur capte les informations sur les fonds supplémentaires et autres ressources engagées ou allouées pour les activités liées à la santé. Des ressources accrues représentent un accent sur l'importance de la mobilisation des ressources financières comme composant essentiel d'un plan ou politique. Il est peu probable que les pays développent ou approuvent des plans qui gèrent seulement le financement de la PF/SR, SM ou du VIH/SIDA. Toutefois, des politiques de programme complètes et / ou des plans d'application incluront des plans de financement et des budgets décrivant les coûts anticipés, la source escomptée des ressources, la participation du secteur privé.</p> <p>L'engagement réfère à la création d'une allocation budgétaire ou autre annonce que les ressources seront disponibles pour un objectif spécifique. L'allocation réfère à l'engagement des ressources pour un programme ou une activité. Les ressources peuvent être mobilisées comme résultat final d'une analyse des données, d'un plaidoyer, d'un dialogue politique, d'une analyse de coût ou d'une partie d'un plan ou politique opérationnel. Ce résultat peut être atteint plusieurs fois dans un pays.</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient inclure une description de l'activité du projet qui a contribué à obtenir des ressources nouvelles ou accrues et les applications des ressources et la date de l'engagement/allocation. Pour des ressources nouvelles ou supplémentaires, la description du résultat devrait inclure des montants en dollars (ou personnes /matériel/ dons). La preuve des dépenses n'est pas requise pour ce résultat. Si les montants</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>augmentent avec le temps, des informations supplémentaires devraient être rapportées pour mettre à jour le résultat précédent.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p><i>Engagement :</i> le gouvernement du Bangladesh a accepté que la TVA sur les publicités et autres programmes sur les chaînes de télé et radio bengali en faveur du Programme National Intégré de Population et de Santé soit payée par le gouvernement en passant par le Directeur de l'allocation pour l'Acquisition, le Stockage et la Fourniture. Ou bien un décret législatif au Guatemala a déclaré qu'un nouvel impôt de 15% sur l'alcool serait utilisé pour fournir des fonds supplémentaires aux programmes de PF/SR. Ou encore un accord de prêt de la Banque Mondiale a engagé des fonds pour l'achat de produits.</p> <p><i>Allocation :</i> une augmentation du budget de la PF/SR, l'argent alloué pour mettre en place des plans d'action de district, un financement d'un plan de sécurité contraceptive, l'achat d'une ambulance pour aider le transport vers EmOc, des fonds additionnels obtenus en améliorant les processus de collecte de droits ont accru les fonds disponibles pour les traitements antirétroviraux, les bourses de bailleurs aux organisations VIH. Par exemple, \$148 500 a été collectés pour des fonds pour des produits contraceptifs, suivant l'application du Programme de Fiabilité Contraceptive dans 18 provinces de la Turquie. Ou bien suite à un travail de plaidoyer soutenu par le projet, le Fonds Mondial a alloué \$17 000 au budget 2005-06 en Ukraine pour l'achat de kits de dépistage VIH pour les communautés qui sont le plus à risque de transmission du VIH.</p>
<p>3.2 # de cas où des mécanismes pour augmenter l'efficacité des allocations de ressources sont identifiés et adoptés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves concrètes d'une allocation plus efficace des ressources telles qu'archives de projets, notes de réunion • Preuves de plans d'activité ou de rapports qui montrent que les mécanismes sont appliqués 	<p>Cet indicateur se concentre sur les mécanismes qui augmentent l'efficacité de l'allocation des ressources. L'indicateur 3.3 est similaire mais souligne l'application. Les mécanismes qui promeuvent l'efficacité devraient être rapportés ici.</p> <p>Adopté réfère à une directive ou autre action qui permettrait de tester ou d'appliquer le mécanisme.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
	<ul style="list-style-type: none"> • Preuve de l'adoption <p>Note : Lignes directrices en préparation sur l'efficacité</p>	<p>Les présentations narratives des résultats devraient inclure une description du mécanisme et expliquer ou montrer comment les ressources sont utilisées de façon plus efficace, la situation dans laquelle il a été appliqué, y compris la date, les résultats de produits préliminaires et le rôle du projet dans l'atteinte de ce résultat.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i> L'Hôpital de Ville et Centre de Santé Maternelle et Infantile #1 de Kamianets-Podilsky en Ukraine ont été convertis en hôpital général fournissant des soins sur place et des soins spécialisés pour les femmes et enfants. En réduisant le nombre de membres du personnel et de lits, la ville a économisé \$193 000 par an. Les fonds sont maintenant alloués aux services essentiels de SR.</p> <p>Le Ministère de la Santé au Kenya a approuvé l'utilisation de quatre lignes directrices pour améliorer l'efficacité du partage de coûts au sein du système de santé.</p>
3.3 # de cas où des mécanismes pour augmenter l'efficacité de l'allocation des ressources sont appliqués	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves concrètes d'une allocation des ressources plus efficace telles que des directives, lignes directrices de procédures pour le dépistage ou l'augmentation d'échelle, notes de réunion • Preuves de plans d'activité ou rapports qui montrent que les mécanismes sont utilisés • Preuves de l'adoption 	<p>Cet indicateur réfère à l'application de l'allocation efficace des ressources, qui peut inclure le test pilote ou l'augmentation d'échelle des mécanismes de l'indicateur 3.2</p> <p>Les présentations devraient inclure des informations sur le mécanisme lui-même, comment il a été appliqué, pourquoi il promeut l'efficacité, comment les ressources sont utilisées de façon plus efficace, la date de réalisation et le rôle du projet pour atteindre ce résultat.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>Le gouvernement du Kenya travaille pour améliorer l'efficacité du partage des coûts au sein du système de santé. Le ministère de la santé a mis en place des procédures dans les nouvelles lignes directrices de partage des coûts qui fournissent des instructions/guides pour améliorer la collecte, la gestion et l'utilisation des revenus provenant du partage des coûts. Les nouvelles procédures ont commencé à rapporter en termes d'efficacité accrue dans la collecte qui équivaut maintenant à 54% contre 46%.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>3.4 # de cas où des mécanismes pour augmenter l'équité de l'allocation des ressources sont identifiés et adoptés</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves concrètes d'une allocation plus équitable des ressources, telles que des archives de projets, des notes de réunion, des résolutions, des commandes et des directives • Preuves de plans d'activité ou de rapports qui montrent que les mécanismes sont appliqués 	<p>Cet indicateur est lié à 3.5 mais l'accent est sur l'identification et l'adoption de mécanismes qui promeuvent l'équité de l'allocation des ressources. L'équité réfère au fait de s'assurer que tous les segments de la population ont accès aux services, par exemple, la fourniture de bons pour les pauvres. Les bons sont des gages du gouvernement ou des ONGs fournis à un client pour qu'il/elle puisse l'échanger contre des services ou biens spécifiés -souvent de fournisseurs privés. Ce programme fournit aux personnes qui ne sont pas capables de les payer une façon d'obtenir des services.</p> <p>Adopté réfère à une directive ou autre action qui permettrait au mécanisme d'être testé ou appliqué.</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient inclure une description du mécanisme, comment il encourage une allocation équitable des ressources, la date d'adoption et le rôle du projet dans l'atteinte de ce résultat.</p> <p><i>Exemples à titre d'illustration :</i></p> <p>L'Ordre Gouvernemental 248 en Roumanie a approuvé l'auto-certification du statut de pauvreté en tant qu'exigence pour avoir accès aux contraceptifs gratuits, révisant les anciennes lignes directrices qui restreignaient l'éligibilité aux étudiants, aux chômeurs, aux personnes de faible ou aucun revenu, et à ceux dont les familles recevaient une allocation de protection sociale</p> <p>En mai 2004, le Directeur de Santé Régionale de Piura au Pérou a préparé et édité une résolution qui a réassigné le personnel au sein de ses centres pour qu'il soit disponible durant les quarts de week-end et de nuit afin de combler les énormes fossés de services de gynécologie/obstétrique. Ce changement a permis aux femmes de zones à faible revenu qui cherchaient des services d'aide au travail et à l'accouchement d'avoir accès à des aides qualifiés hors des heures ouvrables.</p>
<p>3.5 # de cas où les mécanismes pour augmenter l'équité de l'allocation des ressources ont été appliqués</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves concrètes d'une allocation plus équitable des ressources telles que des archives de projets, des notes de 	<p>Cet indicateur est lié à l'indicateur 3.4 mais l'emphase ici est sur l'application qui peut inclure le test pilote ou l'augmentation d'échelle des mécanismes qui promeuvent une allocation équitable des ressources.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
	réunion et des résolutions <ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'un outil pour mesurer l'application des mesures • Preuves de plans d'activité ou de rapports qui montrent que les mécanismes sont utilisés 	<p>Les présentations narratives des résultats pour cet indicateur devraient inclure une description du mécanisme et comment il encourage une allocation équitable de ressources, la/les date(s), des preuves de l'application et le rôle du projet pour atteindre ce résultat.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>Une allocation budgétaire créée spécifiquement pour l'utilisation par des populations pauvres ou vulnérables.</p> <p>Ce changement de politique est testé dans les centres de santé de Piura et on a trouvé qu'il augmente l'accès aux services, surtout pour les femmes de zones à faibles revenus. Sur la base du succès de la résolution adoptée à Piura, cinq directorats supplémentaires ont mis en place des résolutions similaires durant une période de deux ans.</p>
<p><i>IR4 : Engagement multisectoriel et Coordination dans le pays hôte pour la conception, l'application et le financement des programmes renforcés</i></p> <p>Les structures multisectorielles peuvent être n'importe quel(le) entité, organisme, partenaire composés de groupes ou d'individus de différents secteurs (gouvernement, non-gouvernement, société civile) et/ou de différentes disciplines (agriculture, santé, éducation, environnement).</p> <p>Le secteur réfère à l'entité ou à l'organisme qui est lié à la catégorie ou au type d'institution, d'organisation, groupe, discipline d'étude ou type de savoir. Au niveau institutionnel, les secteurs peuvent se définir par rapport au gouvernement ou au secteur privé. Le secteur privé réfère aux entités qui ne font pas partie du gouvernement. Au sein du secteur privé, on peut trouver des entités à but lucratif ou à but non lucratif telles que des ONGs ou à base communautaire, des groupes de la société civile, des groupes religieux. Les secteurs peuvent aussi se définir par rapport à la discipline ou au type de savoir sous l'égide duquel les activités sont mises en place (par exemple l'éducation, l'agriculture, la santé et l'environnement).</p> <p>Les exemples de tels secteurs peuvent être des églises, des groupes d'affaires, des réseaux ou un secteur du développement tels que des ministères de la jeunesse, de l'agriculture, des transports.</p>		
4.1 # de cas où les structures multisectorielles qui conseillent sur ou préparent des politiques en PF/SR, SM, VIH/SIDA sont établies ou renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • Archives de projets, commandes, liste de membres, mémos, nouveaux rapports • Evaluation de base requise pour clamer un « renforcement » ou bien des mécanismes de renforcement rapportés à 	<p>Les conseils sur des politiques ou la préparation des politiques signifient que ces entités ont une autorité gouvernementale et des ressources et ont donc la capacité d'influencer les politiques du gouvernement. Ces entités peuvent être établies au niveau national ou sous-national. Des exemples de telles structures sont des commissions nationales sur le SIDA ou des conseils nationaux de population et des conseils de district pour le SIDA ou des conseils de population de district au niveau sous-national. Une des stratégies de l'initiative</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>PEPFAR 11.2 : # d'individus formés en informations stratégiques (y compris en S&E et/ou systèmes de gestion et d'informations de la santé)</p> <p>PEPFAR 12.1 : # d'organisations locales qui ont reçu une assistance technique pour la mise au point de politiques liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.2 : # d'organisations qui ont reçu une assistance technique pour le renforcement des capacités liées au VIH</p>	<p>l'avance</p>	<p>PEPFAR pour susciter un leadership audacieux est « d'atteindre une grande variété de dirigeants communautaires et religieux et d'institutions privées pour générer un leadership multisectoriel et des réponses au VIH/SIDA », la société civile, les organisations à base religieuse et les institutions privées devraient donc faire partie de ces structures multisectorielles. Toutefois il n'est pas nécessaire que tous ces secteurs soient représentés pour que la structure soit multisectorielle.</p> <p>Cet indicateur diffère de 2.3 « Réseaux et coalitions formés, élargis et/ou renforcés ». Alors que l'indicateur 2.3 traite de coalitions ou de réseaux, cet indicateur traite de divers secteurs qui joignent leurs forces en une seule entité organisationnelle impliquée dans l'établissement des politiques et/ou la coordination des intrants à travers plusieurs secteurs pour s'assurer de l'application des politiques. Les ONGs ou les réseaux d'ONGs pourraient être l'un des secteurs représentés dans ces structures. Toutefois, s'assurer qu'il y a une participation multisectorielle aux activités réalisées ne constitue pas en soi un résultat.</p> <p>Pour mesurer si les structures sont renforcées, il sera nécessaire de collecter des informations de ligne de base sur le statut de ces structures avant ou au début de l'application du projet. Les critères pour établir le renforcement de l'organisation doivent être établis à l'avance. Des informations provenant de l'évaluation de base seront alors comparées aux données d'évaluations suivantes pour mesurer les progrès faits dans le renforcement de ces structures.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>Le Conseil de Ville de Naga aux Philippines a approuvé l'Ordonnance No. 2003-053 « Une ordonnance créant le conseil multisectoriel pour la ville de Naga MST/VIH pour la prévention et le contrôle des maladies sexuellement transmissibles, définissant ses fonctions et fournissant des fonds et servant d'autres objectifs » avec un budget de \$5 600 en mai 2003.</p>
<p>4.2 # de structures au niveau du pays qui fournissent une supervision multisectorielle pour s'assurer du</p>	<ul style="list-style-type: none"> Liste de membres, ampleur du travail, agendas de réunions, notes avec descriptions des 	<p>Cet indicateur capte des informations sur des structures (entités, organisations, groupes et partenaires) qui établissent ou mettent en place des commissions multisectorielles pour gérer le respect des politiques, des règlements, des</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>respect des politiques ou des normes qui sont établies ou renforcées</p> <p>PEPFAR 12.1 : # d'organisations locales qui ont reçu une aide technique pour le développement de politiques liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.2 : # d'organisations qui ont reçu une aide technique pour le renforcement institutionnel de capacités lié au VIH</p>	<p>actions</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ligne de base requise pour clamer « un renforcement » ou des mécanismes de renforcement doivent être rapportés à l'avance 	<p>lignes directrices ou de l'application des politiques. Ces commissions peuvent être indiquées comme « institutions de garde ». Elles sont habituellement situées hors du gouvernement mais pas toujours elles s'assurent qu'il n'y a aucun abus dans la fourniture de services de santé, l'allocation des ressources, l'accès aux services et que l'allocation des ressources et des programmes est appliquée comme indiqué dans la politique. Pour figurer parmi les résultats, la structure doit être de nature multisectorielle. Tous les secteurs n'ont pas toutefois à être représentés dans la commission afin que la commission soit « multisectorielle ».</p> <p>Ces commissions doivent être reconnues officiellement par le gouvernement ou avoir une autorité indépendante et être reconnues pour être efficaces. Il y a une différence entre « des institutions de garde » et des « champions » dans la mesure où des institutions de garde surveillent les actions du gouvernement alors que les champions plaident auprès du gouvernement pour qu'il engage des actions.</p> <p>Pour mesurer le renforcement, il sera nécessaire de collecter des informations de base sur le statut de ces structures avant ou au début de la mise en œuvre du projet. Les critères pour établir le renforcement de l'organisation doivent être établis à l'avance. Ces informations seront alors comparées aux données provenant d'évaluations suivantes afin de mesurer les progrès réalisés pour renforcer ces structures.</p> <p><i>Exemples à titre d'illustration :</i></p> <p>Un groupe multisectoriel appelé CEPRECs a été créé avec le soutien du projet au Pérou en 2003. Le premier but de CEPRECs est de renforcer la capacité et les compétences des CSO et du gouvernement pour prévenir et résoudre ensemble des violations de droits d'usage et des conflits dans le domaine de la santé. Depuis leur création, les CEPRECs sont devenus des médiateurs efficaces. Leur rôle et leur potentiel sont largement reconnus dans les communautés et parmi les autorités sanitaires car ils ont démontré leur capacité à promouvoir et faire face aux violations de droits d'usage et aux inéquités liées à la fourniture de services de santé.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>D'autres exemples incluent</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comités d'hôpitaux établis pour gérer la fourniture de soins de santé • Comités de surveillance de citoyens
<p>4.3 # de cas où un nouveau secteur est engagé dans la conception, l'application et le financement de programmes de santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Preuves doivent montrer qu'il y a de nouveaux partenaires et spécifier le rôle qu'ils jouent dans la conception, l'exécution, et le financement • Rapports dans les journaux, archives d'organisation, archives de projets 	<p>Cet indicateur capte des informations sur des secteurs qui n'étaient pas engagés auparavant dans la conception, la mise en œuvre et le financement des programmes de santé. Puisque l'engagement multisectoriel joue un rôle critique dans la conception des programmes, tout nouveau secteur qui peut se joindre aux autres dans ces activités, surtout les secteurs traditionnellement hostiles à ou exclus de ces activités est une réalisation de taille. Ce secteur peut opérer indépendamment ou peut être intégré dans une structure ou entité multisectorielle existante. Dans tous les cas, il comptera comme exemple de nouveau secteur engagé.</p> <p>Les présentations narratives d'un tel résultat devraient inclure le type et/ou le nom du nouveau secteur impliqué, décrire comment il est impliqué et montrer que c'est la première fois que ce secteur est impliqué dans la conception et l'exécution de programmes de santé.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>En collaboration avec le Projet de Responsabilité SIDA, le projet a analysé 20 compagnies américaines au Mexique en matière de discrimination et stigma liés au VIH sur les lieux de travail. Cette analyse a augmenté la sensibilisation à ces questions et les compagnies se sont engagées à former un nouveau conseil d'affaires voué à la réduction de la stigmatisation et de la discrimination liés au VIH sur les lieux de travail et la mise en œuvre de programmes VIH dans les compagnies respectives. Le Conseil National des Affaires pour le SIDA a été proclamé par le Ministre Julio Frenk durant la célébration de la Journée Mondiale du SIDA par le gouvernement fédéral en décembre 2004 devant plus de 200 personnes. Les membres fondateurs incluaient les neuf plus grandes compagnies américaines opérant au Mexique.</p>
<p>4.4 # de cas de collaboration ou de coordination menant à un produit spécifique</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Notes de réunions, informateurs clefs, débouchés spécifiques produits 	<p>Cet indicateur évalue la mesure dans laquelle le projet travaille en collaboration et coordination pour rassembler de multiples partenaires et obtenir un consensus afin d'atteindre un produit spécifique. La collaboration et</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
	<ul style="list-style-type: none"> • Objectif de la formation d'un groupe ou de l'ampleur du travail • Liste de membres • Plan conjoint de travail 	<p>la collaboration sont limitées dans le temps et les débouchés doivent être liés à la conception, l'exécution, et le financement d'un programme ou d'une politique sanitaire. Les types de collaborateurs incluent les agences coopérantes, les ONGs, les représentants du gouvernement américain, les bailleurs, les dirigeants de divers secteurs dans un pays. Le rapport de l'atteinte d'un résultat correspondant à l'indicateur peut se faire seulement un fois le produit obtenu. Des preuves de ce succès incluent le produit lui-même, les notes de réunions clés ou une démonstration ou une documentation de la nature de la collaboration et la coordination multisectorielles. Les produits requérant la collaboration et la coordination doivent être spécifiés à l'avance.</p> <p>Contrairement aux structures multisectorielles ou aux commissions qui existent pour de plus longues périodes, cet indicateur suit les personnes qui se réunissent dans un but spécifique, le groupe pouvant se dissocier une fois le but ou le produit obtenu.</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient inclure une déclaration de l'opportunité de collaboration et/ou de coordination, une description du rôle du projet dans la collaboration/coordination et une description du produit obtenu.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Un groupe de travail multisectoriel est établi pour revoir une loi de santé de la reproduction et fournir des recommandations au gouvernement sur l'établissement d'un organisme de surveillance pour gérer l'application de la loi. • Un groupe de travail multisectoriel sur la contraception prépare une stratégie contraceptive pour le gouvernement.
Indicateurs	Type et Source des Données	Commentaires
<p><i>IR5 : Données actualisées et exactes utilisées pour la prise de décisions basée sur des preuves</i></p>		

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>5.1 # d'outils / méthodologies créés ou adaptées et appliqués dans le pays pour faire face aux questions de PF/SR, SM ou VIH/SIDA</p> <p>PEPFAR 11.1 : # d'organisations locales qui ont reçu une aide technique pour des activités d'informations stratégiques</p> <p>PEPFAR 11.2 : # d'individus formés en informations stratégiques (dont S&E, surveillance, et/ou systèmes de gestion et d'informations de la santé)</p> <p>PEPFAR 12.1 : # d'organisations locales qui ont reçu une aide technique pour le développement de politiques liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.2 : # d'organisations qui ont reçu une assistance technique pour le renforcement de capacités institutionnelles liées au VIH</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Archives de projets, rapports de pays, manuels, logiciel • Preuves de l'application dans au moins un pays • Archives de formation • Copie de logiciel et/ou documentation 	<p>Cet indicateur lie le développement d'outils et leur application sur terrain. Des outils peuvent inclure des modèles génériques, des manuels, des guides, des indices, des systèmes de gestion de l'information, des curriculums ou des cadres de travail qui seraient applicables à diverses situations. Par exemple, le développement d'un nouveau modèle informatisé pour estimer les coûts et bénéfices de l'adoption des programmes de prévention du VIH et de la prise en charge du VIH dans les industries qualifieraient comme nouvel outil créé.</p> <p>L'adaptation d'un outil existant en faisant un changement méthodologique marqué compterait aussi pour cet indicateur, mais l'adaptation aux données du pays ne compte pas. Par exemple, le fait d'ajouter un nouveau composant ou caractéristique au Modèle d'allocation, au FamPlan ou au Modèle d'Impact du SIDA (AIM) compterait. Toutefois, pour que l'outil créé ou adapté soit considéré comme résultat, il doit être appliqué dans le pays. Les outils peuvent être utilisés pour divers objectifs y compris le dialogue politique, le plaidoyer, la planification, l'allocation de ressources, la formation.</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient inclure une référence explicite à l'outil ou la méthodologie, une déclaration sur les questions et produits provenant de son utilisation et une discussion de l'application de l'outil dans le pays.</p> <p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Outil d'application de politiques mis au point et utilisé dans le pays X pour gérer l'application de ses politiques. • Le Rédacteur de Politiques sur les Lieux de Travail nouvellement disponible a été testé sur le terrain au Lesotho et utilisé pour créer une Politique du VIH/SIDA sur les lieux de travail pour l'Industrie Textile Chinoise.
<p>5.1.1 # d'outils créés ou adaptés pour faire face aux questions de PF/SR, SM, VIH/SIDA</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Archives des projets, rapports de pays, manuels, logiciel • Copie de logiciel et/ou documentation 	<p>Cet indicateur correspond au résultat de niveau inférieur IR5 et ne sera pas rapporté à USAID.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>5.2 # de cas où les données/informations produites avec le soutien du projet ont été utilisées pour le dialogue politique, la planification, l'allocation des ressources et/ou le plaidoyer ou dans des politiques ou des plans nationaux ou sous-nationaux</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Interviews avec des informateurs clefs, documents avec citations soulignées, politiques/plans • Citations dans un plan ou une politique • Archives de projets, études de cas, mémos de missions 	<p>Cet indicateur suit les cas où les informations/données produites avec le soutien du projet sont utilisées par d'autres personnes ou institutions non liées à la production des informations et appliquées pour le dialogue politique, la planification, l'allocation des ressources et/ou le plaidoyer. Les informations peuvent être des données spécifiques sur une question (i.e., prévalence ou incidence du VIH/SIDA, données sur la segmentation du marché), analyses, résultats d'études, informations provenant de l'utilisation des outils, etc.</p> <p>On atteint cet indicateur lorsqu'un responsable de politiques (tels qu'un ministre de la santé) ou un représentant d'une ONG utilise de sa propre initiative des informations produites par le projet pour le dialogue en politique, la planification et/ou le plaidoyer. La dissémination (impression et distribution de rapports), des communiqués de presse ou articles de journaux, des discours/remarques aux cadres de haut niveau quand le personnel du projet a fourni le texte et/ou les a invités à participer à l'événement ne constituent <u>pas</u> des preuves de succès pour cet indicateur.</p> <p>Il existe une différence subtile entre ce résultat et <u>l'activité</u> de dialogue politique, planification ou plaidoyer. Si l'intervention du projet inclut dans la production des informations et du matériel pour les activités de dialogue, planification et plaidoyer elles-mêmes, alors l'utilisation des informations ne représente <u>pas</u> un résultat. Toutefois, si d'autres intervenants mènent le dialogue, la planification ou le plaidoyer – suite à la formation ou l'aide données par le projet- et appliquent des informations soutenues par le projet à leur travail, alors l'utilisation des informations <u>représente</u> un résultat.</p> <p>Il faut noter que la documentation pour ce résultat est souvent difficile surtout lorsqu'il n'y a pas de rapport publié pour montrer comment ou quelles informations ont été utilisées (i.e., informations utilisées pour le dialogue politique).</p> <p>L'utilisation d'informations pour le dialogue politique va au-delà de l'augmentation de la sensibilisation et de la dissémination du matériel. Le dialogue devrait impliquer les décideurs qui utilisent les informations de leur propre chef pour atteindre un but spécifique ou de préférence au fil du temps (plus d'une fois ou plus que dans un seul événement). La documentation</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>devrait inclure les informations spécifiques utilisées, leurs sources, une description des événements de dialogue politique et des produits (ou produits escomptés). L'utilisation des informations pour la planification réfère aux données ou informations (résultats d'un modèle par exemple) en tant que partie intégrale du processus de planification ou comme base d'une décision de planification. L'utilisation des informations pour le plaidoyer doit montrer comment les informations ont été incluses dans les messages clés qui font partie d'une campagne ou d'un événement de plaidoyer planifié.</p> <p>La politique ou le programme lui-même contenant des informations produites avec le soutien du projet compterait aussi comme exemple d'informations utilisées. Ainsi, le responsable des activités indiquant le résultat fournirait les pages pertinentes du document et soulignerait les endroits où les informations ont été citées.</p> <p><i>Exemples à titre d'illustration :</i></p> <p><i>Utilisation des informations pour le dialogue politique :</i> Le Ministre de la Santé et de la Population en Egypte a utilisé des informations générées et disséminées par le projet pour répondre à des questions sur l'impact et l'efficacité du programme de planification et de population national.</p> <p><i>Utilisation des informations pour la planification :</i> des intervenants en Ukraine formés par le projet ont utilisé les résultats de SPECTRUM pour réorganiser et améliorer la prestation des services d'obstétrique et de gynécologie et lors de tables rondes avec des ONGs pour définir les étapes nécessaires pour la prévention des maladies sexuellement transmissibles (MST) et des grossesses non désirées.</p> <p><i>Utilisation des informations pour le plaidoyer :</i> des membres de la Chambre des Représentants des Etats-Unis ont utilisé les résultats d'une étude de projet sur les besoins non satisfaits dans une lettre au Secrétaire d'Etat Colin Powell en octobre 2002, pour l'encourager à revenir sur la décision d'arrêter l'octroi de contraceptifs gratuits aux Philippines en 2004 par USAID. Des Représentants ont écrit que l'agence ne devrait pas interrompre l'approvisionnement en contraceptifs alors qu' « il est largement attesté qu'une</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
		<p>utilisation correcte et consistante de préservatifs est le moyen le plus efficace de se préserver des maladies sexuellement transmissibles ». La lettre a cité le travail sur les besoins non satisfaits mené par le projet qui a montré que les Philippines ont un besoin non satisfait plus élevé que l'Inde, le Nigéria et le Bangladesh. Les représentants ont conclu que « limiter l'approvisionnement de contraceptifs et d'informations sur la planification familiale pourrait exacerber » la pauvreté et le taux de croissance de la population aux Philippines.</p> <p><i>Utilisation des informations pour les politiques et les plans :</i> Le développement d'un Plan Stratégique National pour le Cambodge (PSN) pour le VIH/SIDA 2006-2010 a fait appel à divers rapports et outils préparés par le projet, y compris des données du Modèle « GAOLS », de l'audit législatif, une étude sur l'impact social et économique du VIH/SIDA sur les familles avec adolescents et enfants, un rapport de situation sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme et une analyse des coûts du PSN 2000-2005 préparée en 2001.</p>
<p>5.3 # de cas où les intervenants ou les organisations dans le pays appliquent des outils ou des méthodologies eux-mêmes ou mènent des formations concernant l'utilisation des outils ou méthodologies</p> <p>Peut être lié à PEPFAR 11.1 : # d'organisations locales qui ont reçu une assistance technique pour des activités d'informations stratégiques</p> <p>PEPFAR 11.2 : # de personnes formées en informations stratégiques (y compris S&E, surveillance et/ou systèmes de gestion et d'informations de la santé)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Archives du projet, courriels, documents téléchargés, agenda d'atelier, curriculums 	<p>Cet indicateur démontre la capacité accrue des intervenants locaux et d'autres organisations d'appliquer les outils ou compétences de formation eux-mêmes. Les outils peuvent être utilisés par des intervenants dans la planification, le dialogue et la formulation de politiques et le plaidoyer. Toutefois, il est important de noter la distinction entre l'utilisation de données générées par un outil (GAOLS, SPECTRUM) qui montre l'atteinte de l'indicateur 5.2 par rapport à l'utilisation ou la manipulation de l'outil lui-même, qui montre l'atteinte d'un résultat correspondant à l'indicateur 5.3.</p> <p>Les projets de pays sont encouragés à garder le contact avec tous les intervenants et d'autres organisations qu'ils ont formés afin de savoir s'ils utilisent leurs nouvelles compétences pour former d'autres personnes.</p> <p>Les présentations narratives des résultats devraient inclure le nom de l'intervenant ou de l'organisation, l'outil employé, et comment et quand il a été appliqué. Si l'outil était utilisé comme exercice de formation indépendant, il faudrait spécifier la date de la formation, son lieu, les formateurs et les participants.</p>

Indicateurs	Type et Source des Données	Discussion et Commentaires
<p>PEPFAR 12.2 : # d'organisations qui ont reçu une assistance technique pour le renforcement de capacités institutionnelles liées au VIH</p> <p>PEPFAR 12.4 : # d'individus formés en renforcement des capacités institutionnelles liées au VIH</p>		<p><i>Exemple à titre d'illustration :</i></p> <p>Un participant à l'atelier de « Formation des Formateurs en Analyse de Politiques et Compétences dans les Techniques de Présentation, » organisé par le projet en 2002 a mené un atelier de formation locale concernant l'utilisation de SPECTRUM. Sept membres du personnel du Centre d'Informations, Directeurat de Santé et Population pour le Gouvernement de Port-Saïd ont assisté à l'atelier en mars 2003.</p>
<p>5.3.1 # de personnes formées</p> <p>Peut être lié à PEPFAR 11.2 : # de personnes formées en informations stratégiques (y compris S&E, surveillance et/ou systèmes de gestion et d'informations de la santé)</p>	<ul style="list-style-type: none"> Archives du projet, courriels, documents téléchargés, agenda d'atelier, curriculums 	<p>Cet indicateur correspond au résultat de niveau inférieur IR5.3. Les résultats de niveau inférieur ne feront pas l'objet d'un rapport à USAD/W. Toutefois, pour les programmes de pays travaillant dans ce domaine, il sera utile de rapporter les résultats sous l'indicateur 5.3.</p>

Les Indicateurs au Niveau des Programmes PEPFAR les Plus Pertinents pour l'HPI

Les chiffres des indicateurs PEPFAR dans ce document réfèrent à ceux dans « Le Plan d'Urgence du Président pour l'Aide aux Personnes affectées par le SIDA : Indicateurs, Rapports exigés et Lignes Directrices pour les Plans Ciblés, révisé pour 2006, 29 juillet 2005 ». Il est possible que l'HPI fasse référence à des indicateurs supplémentaires selon le financement PEPFAR.

Informations stratégiques

11.1 Nombre d'organisations locales qui ont reçu une assistance technique pour les activités d'informations stratégiques

11.2 Nombre d'individus formés dans l'information stratégique (dont S&E, surveillance et/ou systèmes de gestion d'information sanitaires)

Autre type de développement/développement de politiques et renforcement des systèmes

12.1 Nombre d'organisations locales qui ont reçu une assistance technique pour le développement de politiques liées au VIH

12.2 Nombre d'organisations qui ont reçu une assistance technique pour le renforcement de la capacité institutionnelle liée au VIH

12.3 Nombre d'individus formés en développement de politiques liées aux VIH

12.4 Nombre d'individus formés en renforcement des capacités institutionnelles liées au VIH

12.5 Nombre d'individus formés en réduction de la stigmatisation et de la discrimination liés au VIH

12.6 Nombre d'individus formés en mobilisation communautaire pour la prévention, les soins et /ou le traitement liés au VIH

Pour les pays non ciblés, voir « Rapports Minimaux Exigés pour les Pays Ciblés avec \$1-10 Millions d'Aide Bilatérale pour le VIH/SIDA, Guide de Rédaction de Rapports 2006 », septembre 2005. Les mêmes indicateurs sont inclus dans les deux documents, mais ils ont différentes numérotations et figurent dans différentes catégories.

Informations stratégiques

2.1 Nombre d'organisations locales qui ont reçu une aide technique pour des activités d'informations stratégiques

Autre type de développement/développement de politiques et renforcement des systèmes

3.1 Nombre d'organisations locales qui ont reçu une assistance technique pour le développement de politiques liées au VIH

3.2 Nombre d'organisations qui ont reçu une assistance technique pour le renforcement de la capacité institutionnelle liée au VIH

Formation

4.9 Nombre d'individus formés en informations stratégiques (y compris S&E, surveillance et/ou HMIS)

4.10 Nombre d'individus formés en développement de politiques liées aux VIH

4.11 Nombre d'individus formés en renforcement des capacités institutionnelles liées au VIH

4.12 Nombre d'individus formés en réduction de la stigmatisation et discrimination liés au VIH

4.13 Nombre d'individus formés en mobilisation communautaire pour la prévention, les soins et/ou le traitement du VIH